



## PROTOCOLE D'ACCORD

### Co-coordination du sous-cluster protection de l'enfance – République centrafricaine (RCA)

#### 1. INTRODUCTION

L'approche de responsabilité sectorielle, également appelée approche cluster est une des composantes<sup>1</sup> clé du programme de réforme humanitaire introduite en 2005. C'est en effet le bras opérationnel du dispositif, celui par lequel la réponse humanitaire est mise en œuvre en faveur des populations victimes de crises. Elle vise à renforcer un système destiné à organiser la coordination sectorielle entre les divers acteurs humanitaires sur la base d'un partenariat plus accru avec une répartition du travail un partage des rôles et des responsabilités. L'objectif est donc de garantir un leadership de la coordination sectorielle plus prévisible, une meilleure planification, une définition plus claire des priorités et une responsabilisation accrue.

La dernière édition des standards minims pour la protection de l'enfance dans l'intervention humanitaire (SMPE) inclut aussi la coordination et la collaboration comme un des 26 standards clés de la réponse humanitaire en termes de protection de l'enfance.

En décembre 2011, un ensemble de mesures dites Agenda Transformatif ou Programme pour le changement ont été adoptées par les dirigeants de l'IASC dans le but d'améliorer le processus et la mise en œuvre de la réforme humanitaire se fondant sur les limites du dispositif constatées suite aux réponses en 2010 au séisme en Haïti et aux inondations au Pakistan. Le renforcement de la coordination (l'approche cluster) figure parmi les trois piliers<sup>2</sup> du dispositif. Pour ce faire, un certain nombre d'outils de guidelines ont été développés dont le Module de référence pour la coordination sectorielle au niveau national<sup>3</sup>, dans lequel l'agence chef de file sectorielle est encouragée à développer un partage de leurs fonctions de leadership pour la coordination avec les ONG, après s'en être clairement accordé sur les contours et avoir formalisé tout cela dans un protocole (MoU) et termes de référence.

Dans le but de renforcer la coordination en termes de protection de l'enfance en RCA, le groupe de travail protection de l'enfance a procédé à l'élection de l'ONG co-facilitatrice.

L'élection a eu lieu à Bangui le 22 Août 2016, l'assemblée a décidé d'élire Plan International. Avant l'élection, des critères d'élection spécifiques (voir ci-dessous) ont été accordés.

#### 2. OBJECTIFS DE CE PARTENARIAT POUR LA CO- COORDINATION DU SOUS CLUSTER PROTECTION DE L'ENFANCE

<sup>1</sup> La réforme humanitaire de 2005 repose sur 4 fondements: (1) la nécessité d'assurer un financement prévisible, rapide et flexible, (2) la réforme dite des " des coordinateurs humanitaires" pour un leadership plus efficace de la communauté humanitaire lors des crises, (3) l'approche cluster et (4) le partenariat entre tous les acteurs impliqués dans la réponse humanitaire (ONG, agences du système des Nations Unies, acteurs nationaux, etc.)

<sup>2</sup> Eléments de l'Agenda transformatif : Leadership, Redevabilité, Coordination

<sup>3</sup> Ce module a été élaboré par le Sous-Groupe de Travail IASC sur l'approche cluster. La dernière version a été approuvée en Juillet 2014 et par le Groupe de Travail IASC



Le présent protocole d'entente vise à fixer la durée, les modalités, rôles et responsabilités des deux parties dans le cadre de cette co-coordination du sous-cluster protection de l'enfance, ainsi que la révision de l'accord et la résolution de possibles litiges

Conformément à l'esprit de la réforme humanitaire et de l'agence transformatif, l'objectif de ce partenariat pour la co-coordination du sous-cluster protection de l'enfance est de renforcer la prévisibilité l'efficacité et l'efficience de la réponse humanitaires en RCA en s'assurant notamment d'une intervention sectorielle bien coordonnée stratégique, adéquate cohérente et efficace. A ce titre, il doit permettre l'atteinte effective des objectifs et des résultats attendus du sous-cluster conformément aux standards internationaux<sup>4</sup>, ces divers objectifs et résultats attendus pour 2016-2017 sont articulés dans les TDRs du Sous-cluster, du SAG et des groupes de travail techniques et dans les plan d'actions du sous-cluster.

### **DUREE**

Ce protocole d'accord est valable pour 12 mois du 22 Aout 2016 au 22 Juin 2017 après lequel une nouvelle élection sera organisée au sein du sous-cluster protection de l'enfance.

### **MODALITES, ROLE ET RESPONSABILITES**

UNICEF et Plan International respectivement Agence Lead et ONG co-facilitatrice du sous-cluster PE, conviennent de travailler ensemble selon les principes de partenariat<sup>5</sup> pour remplir les obligations/TDRs des agences lead des clusters au niveau national à l'exception de la responsabilité d'agence de dernier recours qui échoit exclusivement et entièrement à l'UNICEF.

Dans la représentation du sous-cluster et dans l'exercice de toutes les autres fonctions du sous-cluster, notamment celles liées à la priorisation des zones géographiques a l'approche technique au financement (CERF, CHF, UNICEF, ECHO etc.) UNICEF et Plan International s'engagent à une neutralité stricte par rapport aux agendas et intérêt de leurs programmes respectifs.

Le personnel dédié à ce rôle de co-facilitateur du sous cluster protection de l'enfance est employé par Plan International donc sous les conditions salariales et organisationnelles de Plan International. Aussi Plan International est responsable de fournir tout l'équipement, le transport et tout autre appui nécessaires à son personnel dans l'exercice de sa fonction.

Plan International s'engage **de mettre à disposition des ressources humaines qualifiées et disponibles pour assurer le rôle de co- facilitateur au moins 50% du temps.**

L'UNICEF s'engage à entreprendre toute démarche administrative nécessaire auprès du gouvernement, du système des Nations Unis pour appuyer Plan International à obtenir les autorisations dont son personnel de co-facilitation aurait besoin dans l'exercice de ses fonctions (accès aux bureaux de l'UNICEF, OCHA etc).

Le lien hiérarchique des personnels employés par chaque agence se rattache directement à elle. Le coordonnateur du sous-cluster (UNICEF) et le co-facilitateur (PI) détermineront et conviendront d'une répartition appropriée des responsabilités pour leur collaboration sur la base du plan d'action du sous-cluster protection de l'enfance.

---

<sup>4</sup> Module de référence pour la coordination sectorielle au niveau national

<sup>5</sup> Tels qu'approuvés par la Plate-forme mondiale humanitaire (12 Juillet 2007)





Les représentants d'UNICEF et PI ou tout autre personnel approprié désigné tiendront des réunions régulières, pour assurer le bon fonctionnement de l'accord d'entente.

UNICEF en tant que membre permanent du HCT en RCA et en tant qu'Agence Lead du Sous-cluster assure la représentation du Sous-cluster lors des réunions aux ateliers du HCT.

Les TDR en attache définissent clairement le rôle de PI en tant que ONG co-facilitatrice et font partie de ce protocole d'entente.

### **REVISION DE L'ACCORD**

Le protocole d'accord sera revu six mois après la signature du présent MoU, avec une revue à la fois de la performance et l'impact du sous-cluster et les dispositions de la coordination, ou à tout moment, selon l'évolution de la situation sécuritaire, les besoins humanitaires du financement.

### **SECURITE**

Les règles de sécurité PI sont applicables pour son personnel.

### **RESOLUTION DE LITIGE**

Ce protocole d'accord est fondé sur l'engagement mutuel de communication ouverte et le désir de voir tous les désaccords potentiels résolus aussi rapidement que possible.

Les litiges qui ne peuvent être résolus seront portés à l'attention du Représentant de l'UNICEF et du Directeur Pays de PI pour solution. Dans le cas où un désaccord majeur persiste après ce processus, les deux parties conviennent de rechercher une conciliation grâce à la participation d'un facilitateur externe acceptable pour toutes les parties.

## **3 CAPACITES REQUISES DE L'AGENCE FACILITATRICE**

### **Présence dans le territoire depuis au moins 2 ans dans le cadre d'activités relatives à la protection de l'enfant avec une bonne capacité de terrain**

Plan International est opérationnel en RCA depuis Juillet 2014, ceci fait déjà 2 ans révolus avec les activités de protection de l'enfant et éducation en situation d'urgences. Plan International a des activités dans 4 préfectures : Mambéré Kadéï, Ouham, Lobaye et Bangui dans Ombella-M'Poko. Plan International est l'ONG point focal humanitaire dans la Mambéré Kadéï avec des activités dans les deux secteurs ci-haut cités. Plan International a des sous bureaux dans 3 Préfectures et bientôt, un sous bureau sera opérationnel à Boda aussi dans la Lobaye.

### **Capacités et connaissances techniques en terme de normes, standards (Standard Minimum protection de l'enfant, Lignes Directrices Cluster protection et GTPE, Thèmes transversaux) et procédures de réponse en terme de protection.**

Plan International a une cellule technique, en RCA, composée de 2 CPIE Spécialistes internationaux et 1 CPIE Advisor. Ces personnes ont de bonnes compétences et expériences dans la protection de l'enfant et plus particulièrement sur les standards minimums sur la protection de l'enfant en urgence, les lignes directrices cluster protection et GTPE, etc. Au mois de Mars 2015, le GTPE Global a confié à Plan International la tâche d'organiser et d'appuyer le roll-out et la contextualisation des SMPE et ceci a été facilité par l'un de CPIE Spécialistes de Plan International jusqu'à la production des SMPE contextualisés déjà traduits en Sango. Plan



Plan International travaille avec l'appui de CPIE Spécialistes au niveau régional et au niveau global, qui apportent leur appui technique à l'équipe de la RCA.

### **Capacité de renforcement des connaissances techniques des membres du SGTPE sur les normes et standards à travers la facilitation de formations et autres activités de renforcement de capacité**

Plan International a une bonne capacité dans le renforcement des compétences techniques des membres du SGCPE. Un exemple est celui de la formation des membres du SCPE au mois de Mars 2015 sur la protection de l'enfant. Plan International avait apporté son appui logistique et technique à la consultante et cette formation s'est bien passée.

Aussi, en 2015 toutes les formations sur la protection de l'enfant et sur les minimums standards de la protection de l'enfant ont été organisées et assurées par l'ancien Co Lead qui est actuellement staff de Plan.

Ainsi, Plan International a une solide expérience dans le renforcement des capacités des ONG nationales et internationales en RCA par le fait d'avoir beaucoup de ses staffs de Protection de l'Enfant qui ont été renforcés par le Sous Cluster Protection de l'Enfant Global. Plan International travaille avec d'autres partenaires comme les ONG nationales et locales dans la mise en œuvre des interventions sur la protection de l'enfant. Ces ONG nationales reçoivent des formations et appuis techniques sur : les EAE, les mécanismes communautaires de protection de l'enfant, la gestion des cas, l'appui psychosocial, etc. Cela se fait par les CPIE Spécialistes et CPIE Advisor. Dans sa planification pour 2016 et 2017, Plan International compte former 4 autres clusters afin d'intégrer la protection de l'enfant dans les autres secteurs humanitaires (child protection mainstreaming).

### **Capacité opérationnelle de préparation et intervention en situations d'urgence dans la province**

Plan International a une bonne capacité opérationnelle de préparation et intervention en situations d'urgence dans les provinces. Toute la mission de Plan International en RCA répond aux problèmes d'urgences et ceci c'est aussi bien dans la préparation que dans les interventions. Plan International a 7 projets de protection de l'enfant en cours d'implémentation dont 6 dans les provinces. Ceci rend facile et possible sa capacité d'intervention, de couvertures et de réponse sur les problèmes de protection de l'enfant.

### **Capacité de faire des évaluations et analyse des besoins et connaissance approfondie des besoins et gaps dans la province**

Plan International a eu à mener des évaluations et analyse des besoins et gaps dans toutes les communautés où il a des projets. Le staff de Plan International a bénéficié d'une formation sur l'évaluation des besoins et spécifiquement dans la protection de l'enfant, la trousse recommandée par la Domaine de Responsabilité de la Protection de l'Enfant au niveau global dont le CPIE spécialiste a été formé sur son utilisation.

### **Capacité de faire au nom du SCPE, et en accord avec le lead du SCPE, le plaidoyer concernant les besoins non couverts en termes de protection, ou des situations de graves violations des droits de l'enfant**

Plan International adopte le plaidoyer comme l'une des stratégies d'intervention. Se basant sur son expérience au niveau régional et global, étant, membre du SAG SCPE, Plan International a toujours fait preuve d'initiative sur le plaidoyer de toutes les questions de PE (exemple sur le plaidoyer avec la Brigade Criminelle sur les questions des enfants dits sorciers). Ainsi, Plan International jouit d'une bonne collaboration avec le lead du SCPE et peut se joindre à lui dans toute initiative de plaidoyer répondant aux besoins non couverts ou à des situations de graves violations des droits de l'enfant. Plan International compte aussi sur sa franche collaboration avec les autorités tant au niveau local qu'au niveau national pour mener une initiative de plaidoyer.





**Capacité de mettre à disposition des ressources humaines qualifiées et disponibles pour assurer le rôle de facilitateur (au moins 50% du temps)**

Plan International dispose, à la date d'aujourd'hui, d'une équipe technique de 3 personnes dont 2 internationaux spécialistes dans la protection de l'enfant en urgence et 1 national conseiller en protection de l'enfant en urgence. Toutes ces 3 personnes sont basées à Bangui. Ceci rend facile car l'un de 2 spécialistes sera détaché et assumera le rôle de facilitateur à temps partiel (soit 50% ou moins).

UNICEF, RCA

  
**Mohamed Malik Fall**  
Représentant



Date:

27/09/16

Plan International, RCA

  
**Henri Noel Tantangang**  
Directeur Pays

Date:

28/09/16





## ANNEXES:

Annexe 1: Termes de référence co-facilitation du sous-cluster de la protection de l'enfant national  
RCA

Annexe 2 :  
[https://interagencystandingcommittee.org/system/files/cluster\\_coordination\\_reference\\_module\\_2015\\_final.pdf](https://interagencystandingcommittee.org/system/files/cluster_coordination_reference_module_2015_final.pdf)

Annexe 3 : Terme de référence du SAG

Annexe 4 : Terme de référence du Sous-cluster protection de l'enfance



## Annexe 1

### TERMES DE REFERENCES POUR LA CO-FACILITATION DU SOUS-CLUSTER DE LA PROTECTION DE L'ENFANT NATIONAL EN RCA

#### ROLES ET RESPONSABILITES D'PLAN INTERNATIONAL CO-FACILITATEUR

Conformément au protocole d'entente, UNICEF et PLAN INTERNATIONAL conviennent de travailler ensemble selon les principes de partenariat<sup>6</sup> pour remplir les obligations/TDRs des agences leads des clusters au niveau national, à l'exception de la responsabilité d'Agence de dernier recours qui échoit exclusivement et entièrement à l'UNICEF. Cette co-facilitation vise donc à apporter une capacité additionnelle en termes de ressources humaines et d'expertise au sous cluster protection de l'enfance pour son renforcement et pour qu'il délivre dans des domaines/fonctions bien identifiés et validés par UNICEF et Plan International, le SAG, la Domaine de Responsabilité de la Protection de l'Enfant au niveau globale et le cluster protection. Ainsi donc Plan International prendra en charge le pilotage des activités/fonctions/domaines suivants :

- 1- En coordination avec le coordinateur du sous- cluster national, reprendre et assurer le leadership et l'appui nécessaire aux groupes de travail techniques pour la production des outils, guidelines et autres documents normatifs nécessaires à l'appui et l'orientation des programmes des partenaires du sous-cluster – *Domaine relatif à la fonction "Planification et développement de la stratégie" et à la sous-fonction' 'Standards et directives techniques"*
- 2- En coordination avec le coordinateur du sous cluster national, apporter un appui aux coordinateurs des groupes de travail protection de l'enfance a niveau des provinces pour compléter et renforcer le déploiement de l'architecture de coordination du sous- cluster à niveau provinciale. *Domaine relatif à la fonction "Appui à la fourniture de services/Soutenir la prestation des services" et aux sous-fonctions " mise en place d'une plateforme pour assurer que la fourniture de services corresponde aux priorités stratégiques définies" et "Mise en place de mécanismes visant à éviter les chevauchements et/ou les gaps dans la prestation des services"*
- 3- En coordination avec le coordinateur du sous cluster national, apporter un appui pour le renforcement des capacités de membres du sous-cluster protection de l'enfance sur des thématiques de protection de l'enfance en urgence ainsi en coordination avec le coordinateur du sous cluster le co-facilitateur apportera un appui aux groupes de travail thématiques au sein du sous –cluster - *Domaine relatif à toutes les fonctions du sous- cluster national, dans la mesure où une capacitation des sous-clusters contribue à une réponse mieux coordonnée, plus efficace et plus efficiente sur le terrain.*
- 4- En coordination avec le coordinateur du national du sous-cluster, développer un document guide/normatif (note d'orientation et outils techniques nécessaires) ainsi que des formations pour la prise en compte de la protection de l'enfance dans les autres secteurs y compris le RRM– *Domaine relatif à la fonction "Planification et développement de la stratégie" et aux sous-fonctions "Standards et directives techniques" et "Mise en place de mécanismes visant à éviter les chevauchements et/ou les gaps dans la prestation des services"*
- 5- Assurer l'intérim du coordinateur du cluster national pendant son absence, en étroite collaboration avec le représentant de l'UNICEF ou toute personne désignée par lui.

<sup>6</sup> Tels qu'approuvés par la Plate-forme mondiale humanitaire (12 Juillet 2007)



Les rôles et responsabilités énumérés ci-dessus forment les déterminants essentiels et programmatiques de cette co-facilitation et sur les quels donc l'évaluation du partenariat se fera. Néanmoins et dans l'esprit d'une totale transparence et afin de permettre au co-facilitateur de remplir pleinement sa mission (notamment la responsabilité 5), l'UNICEF en tant qu'agence lead reste ouverte à ce que le co-facilitateur s'implique dans les autres activités/fonctions/domaines de la coordination du cluster national. Comme stipulé dans l'accord d'entente, le coordonnateur national du Cluster (UNICEF) et le Co-facilitateur (Plan International) détermineront et conviendront des modalités de cette implication pour faciliter leur collaboration.





## Termes de référence du Strategic Advisory Group (SAG) Sous-Cluster Protection de l'enfance

### 1. Contexte de création

Le Strategic Advisory Group (SAG) est un groupe d'agences et institutions qui font partie du Sous-Cluster Protection de l'enfance (SCPE) qui vise à définir la direction stratégique du SCPE, les priorités générales et assurer le plaidoyer, en soutien à la coordination au niveau national et dans le cadre de la crise en Centrafrique.

La mise en place du SAG intervient dans le cadre de la définition et la mise en œuvre d'une stratégie pour le secteur Protection de l'enfance aux niveaux national et local.

### 2. Définition et composition du SAG

Qu'est-ce que le SAG ?

Le SAG est le groupe de conseil stratégique du secteur protection de l'enfance intégrant le Gouvernement, les partenaires humanitaire de la protection de l'enfance y compris un représentant des bailleurs.

Membres du SAG :

- 1) 1 Représentant du Ministère des Affaires Sociales ;
- 2) 4 INGO (IRC, COOPI, PLAN, DRC) ;
- 3) 3 NNGO (ESF, AFEB);
- 4) Sous-cluster protection de l'enfance (pour toutes questions stratégiques de VBG chez les enfants) ;
- 5) UNICEF en veste d'agence lead dans la protection de l'enfance en RCA.

D'autres partenaires pourront être appelés à participer au SAG, en fonction de l'agenda.

### 3. Objectifs du SAG

Objectif général

Renforcer la coordination entre les acteurs PE, renforcer la réponse PE en urgence, définir la stratégie du SCPE et le processus de transition vers des solutions durables au sein du secteur PE.

Objectifs spécifiques

- Identifier conjointement les priorités stratégiques du secteur PE et définir des orientations communes, en coordination avec le Gouvernement ;
- Harmoniser les outils de gestion de l'information afin d'identifier au plus vite les lacunes et les priorités en matière de protection enfance/coordination de la réponse ;
- Identifier les gaps ;
- Discuter des points de plaidoyer et sortir avec des notes de plaidoyer et analyses de la situation
- En fonction des besoins, définir et mettre en place des Groupes de Travail tels (GT sur le système de référencement, GT sur DDR des enfants...) ;



- Veiller à la poursuite et au renforcement des réalisations communes et à la bonne mise en œuvre des stratégies conjointes (renforcement des capacités en matière PE, renforcer la collecte de données sur la PE).

#### **4. Fonctionnement du SAG**

- Le SAG se réunira mensuellement pour discuter de points de coordination à l'ordre du jour, définis préalablement par la coordination du SCPE ou ses membres pour répondre à des questions urgentes ;
- Les membres du SAG seront appelés à se réunir par le Coordinateur du Cluster et en fonction des besoins ;
- Les réunions seront agencées et planifiées par consensus ;
- Les décisions prises par le SAG doivent être dans la mesure du possible être prise sur la base d'un consensus ;
- Les décisions seront rapportées dans une minute de réunion qui sera partagée avec les membres du SCPE par la coordination du SAG.

#### **5. Termes de référence**

- Elaboration et validation des Termes de Reference par les membres du SCPE ;
- Elaborer et s'accorder sur le cadre stratégique du Cluster; assurer une complémentarité avec les objectifs et plans gouvernementaux ;
- Formuler et valider la stratégie du SCPE et assurer le suivi et son application de la part des membres du SCPE Etablir les TdR des Groupes de Travail et assurer une représentation au sein de ces groupes;
- Assurer des résultats vérifiables; désactiver ces groupes de travail s'ils n'ont plus pertinence à être maintenus ;
- Il est de la responsabilité du Coordinateur du Cluster d'assurer que les décisions et recommandations et les messages de plaidoyer du SAG soient portées à l'attention des autorités compétentes, partagées lors des réunions de coordinations, reflétées dans les rapports du SCPE et partagées publiquement (ICC-Cluster Protection-HCT) ;
- Assurer la prise en compte des questions transversales PE au sein de la coordination inter-cluster (ICC).

#### **6. Validation et partage d'information**

Tout partage d'information, note d'information, message, note de plaidoyer et autres informations stratégiques du SCPE seront partagés avec les membres du SAG (par email ou pendant les réunions du SAG) pour discussion, prise de connaissance et validation. La diffusion des documents produit par le SCPE et endossés par le SAG seront partagés avec les partenaires clés tel quel Cluster Protection, GBVSC, HCT, CCO etc. par la/le coordinatrice/eure du SCPE.





## Annexe 4

### Termes de référence du Sous-Cluster Protection de l'enfance

#### Objectif général

L'approche Cluster dans la coordination des réponses humanitaires a été lancée en 2005. Cette approche a permis de mettre en œuvre des réponses prévisibles, et plus stratégiques pour les urgences humanitaires dans tous les secteurs principaux.

Globalement, bien que l'approche globale du cluster protection ait été efficace, la nécessité de sa mise en place en RCA est sous tendue par le souci d'avoir un mécanisme de coordination plus spécifique sur la protection des enfants au niveau national qui est reconnue surtout pour coordonner la réponse humanitaire concernant la protection de l'enfant à la suite de la crise due au conflit armé ayant commencé en RCA en Décembre 2013. Aussi, l'élaboration de la stratégie appropriée et coordonnées de prévention et de plaidoyer aux problématiques de la protection de l'enfant en situation d'urgence exige un espace dédié. Cet espace qui opèrera de la priorisation des besoins, l'utilisation optimale des capacités, la définition des rôles et des responsabilités des acteurs, la compréhension et l'analyse communes des problématiques spécifiques s'avère d'une importance capitale.

Le sous cluster protection de l'enfance nommé (SCPE) est un forum technique visant à coordonner les interventions, à consolider les efforts pour améliorer la protection des enfants en RCA. Il travaille en étroite collaboration avec le cluster protection et les autres clusters afin d'assurer une prise en compte des questions de protection de l'enfant dans la planification et la réponse calibrée aux situations humanitaires en RCA. Le sous-cluster protection de l'enfance travaille aussi en collaboration et coordination avec les autorités étatiques, notamment le Ministère des Affaires Sociales et de l'Action Humanitaire (MAS) en RCA pour assurer la coordination et la réponse de protection de l'enfance au niveau national et la transition de la coordination d'urgence vers les autorités étatiques en RCA.

#### Objectifs spécifiques

Pour parvenir à ce but les objectifs spécifiques du sous cluster sont les suivants :

- Ensemble avec le MAS, assurer la coordination des acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux intervenants directement et indirectement dans la protection de l'enfance,
- Assurer l'adoption des standards minimums pour la protection de l'enfance dans tous les programmes,
- Renforcer les capacités des membres du sous cluster aussi bien que des partenaires et des acteurs locaux visant à développer et adopter des outils communs,
- Mettre en place un mécanisme de monitoring et d'analyse des tendances majeures sur la protection de l'enfance,
- Promouvoir la transversalité et ou l'intégration de la protection des enfants avec ou dans les différents secteurs de l'action humanitaire (éducation, santé, sécurité alimentaire),
- Faire le Plaidoyer pour que les priorités de la protection de l'enfance soient prises en compte dans toutes les interventions humanitaires et les politiques gouvernementales.

#### Par rapport à la coordination :

Le but de la coordination est d'assurer une réponse optimale aux besoins de protection des enfants centrafricains. Ainsi, le travail du sous cluster vise à garantir une bonne couverture géographique et sectorielle et une implication des autres clusters pour la résolution des problématiques des enfants.

Dans ce but les actions à suivre sont les suivantes :

1. Développer et mettre à jour la cartographie des acteurs de protection de l'enfant
2. Développer et consolider une liaison étroite avec les réseaux régionaux de protection de l'enfance et la communication régulière avec les bureaux de zone,



3. Maintenir une vue d'ensemble de la situation de protection de l'enfance ainsi que les questions nécessitant une attention à l'échelle nationale en RCA.
4. Coordonner l'intégration des aspects de protection des enfants dans le cycle de projet humanitaire rapide et à plus long terme.
5. Partager les informations sur les réponses programmatiques de la protection de l'enfance avec un accent particulier sur les questions des abus, exploitation et violence,
6. Faciliter la collaboration entre acteurs et la complémentarité des interventions.
7. Analyser les tendances et monitorer les indicateurs d'alerte précoce pour s'assurer que la planification d'urgence est faite pour anticiper les risques nouveaux, parmi les outils commun de monitoring.
8. Maintenir le profil de protection de l'enfance au sein de la structure plus large de protection et assurer l'intégration de la protection des enfants dans les autres secteurs humanitaires.
9. Consolider la collaboration inter organisationnelle et le partage des nouvelles ressources du programme en organisant des actions conjointes.
10. Mettre en place un mécanisme de collaboration avec les acteurs gouvernementaux ;

**Par rapport aux standards minimum de protection :**

Les Standards Minimums pour la Protection de l'Enfance dans l'Action Humanitaire ont été finalisés en 2012 et fournissent un guide technique complet sur les différentes interventions de la protection de l'enfance. La Centrafrique avait été ciblée comme un des pays pour le lancement initial en 2013. Depuis lors plusieurs actions ont été menées : le lancement des SMPE ; la contextualisation des SMPE au niveau National ainsi que quelques formations générales ;

Pour assurer l'adoption des Standards Minimums et appuyer les acteurs nationaux et internationaux dans leurs efforts à intégrer techniquement ces standards, le SCPE devra :

1. Développer, mettre à jour et harmoniser les outils conjoints d'évaluation rapide et approfondie utilisables par tous les acteurs en protection de l'enfant ;
2. Développer et partager des matériels en français sur les Standards Minimums, les principaux et approches clés et les indicateurs communs ;
3. Réaliser un programme de formation sur les Standards Minimums pour les membres du SCPE et mener des formations pour les acteurs nationaux et locaux au niveau des préfectures ;
4. Surveiller les programmes et interventions des membres par le partage régulier des nouvelles, et assurer l'utilisation des indicateurs et approches recommandés ;
5. Etablir un mécanisme de mentorat entre les organisations ayant besoin d'un appui technique et les autres membres ;
6. A travers l'interaction avec les acteurs humanitaires s'assurer que les indicateurs concernant la protection de l'enfance soient retenus dans la définition des stratégies d'intervention dans les différents domaines ;

**Par rapport au renforcement des capacités :**

Le SCPE va promouvoir et appuyer la formation et les activités de renforcement des capacités des partenaires humanitaires et les efforts visant à renforcer la capacité des autorités nationales et la société civile afin que tous les acteurs aient une connaissance appropriée concernant la protection de l'enfance.

Les sujets à aborder et des séances de formation seront discutés au sein du SCPE afin d'identifier les « gaps » en termes de connaissance des partenaires cibles des formations et d'y répondre au fur et à mesure. Un programme annuel du renforcement des capacités sera inclus dans le plan d'action du SCPE.

**Par rapport au monitoring :**

Le suivi des cas de violations des droits des enfants se déroulera en étroite collaboration avec le cluster protection, la Task force MRM 1612, le sous cluster VBG et le MaS.





SCPE s'assurera que ses membres aient des systèmes de surveillance et de référencement dans leurs zones d'intervention et facilitera le développement des actions conjoints pour améliorer la surveillance et le référencement des cas des violations des droits des enfants y compris les abus et exploitation sexuelles ainsi que le monitoring protection.

Le SCPE travaille pour garantir que les cas individuels de violation des droits de l'enfance aient accès à une réponse de protection et à une assistance adéquate dans le plus court délai.

**Par rapport aux relations avec les autres instances de coordination (inter-cluster et autres) :**

A travers un échange régulier avec les membres des autres clusters, l'inter cluster, les autres coordinations existantes et le Ministère des Affaires Sociales ; le SCPE visera à garantir la protection des enfants de toutes formes d'abus, de violence et d'exploitation ainsi qu'assurer le respect des droits des enfants dans tous les domaines. A ce sujet, le SCPE s'efforcera pour une adoption du « Child protection main streaming » par les acteurs gouvernementaux et les organisations humanitaires intervenant dans d'autres secteurs pour assurer l'accès aux services sociaux de base qui ne sont fournis par la protection, notamment l'accès à l'éducation, l'accès aux services sanitaires et la sécurité alimentaire, etc. Dans ce sens tous les acteurs, même ceux qui ne sont pas impliqués directement dans la protection de l'enfance seront en mesure de contribuer à la protection des enfants dans leur domaine.

Le Coordinateur ainsi que le Co-Coordinateur du SCPE garantiront la participation aux différents Clusters et autres fora de coordination afin de s'assurer de la prise en compte de la transversalité de la protection.

**Par rapport au plaidoyer :**

SCPE identifiera les préoccupations fondamentales de plaidoyer en faveur de la protection des enfants, y compris les besoins en ressources et contribuera aux messages clés et aux vastes initiatives de plaidoyer du Coordonnateur Humanitaire et d'autres acteurs. Le SCPE informera également les donateurs des gaps financiers concernant la protection de l'enfant.

Le SCPE s'efforcera également à collaborer efficacement avec les parties prenantes et les parties au conflit pour promouvoir l'adhésion au droit international humanitaire et aux droits de l'homme.

**Des participants**

Sont membres du SCPE les organisations nationales, les acteurs gouvernementaux, locales et internationales ainsi que les agences du système des Nations Unies justifiant d'une expertise technique sur les questions de droit international humanitaire et de droits de l'homme concernant la protection de l'enfant. Les représentants des donateurs et des services de l'Etat peuvent y être invités régulièrement toutes les fois que les besoins l'exigent.

La participation au SCPE est évaluée sur la base de minimum d'engagements que chaque membre doit respecter :

1) Respect des principes humanitaires, 2) Prise en compte de la protection de l'enfance dans la réponse programmatique, 3) Participation dans la mise en place des actions de redevabilité envers les populations affectées, 4) Démontrer avoir compris les responsabilités et obligations liées à sa participation au SCPE, 5) Participation active aux activités du sous-cluster : Ainsi les membres du Sous Cluster Protection de l'Enfant doivent/ :

- Garantir la confidentialité des informations concernant les cas de protection et que les informations partagées soient vérifiées au préalable.

- Garantir l'intérêt supérieur des enfants, sans discrimination et à travers une approche participative

- Travailler pour améliorer l'accès et la qualité des systèmes de protection de l'enfant et la prise en charge aux niveaux locaux et nationaux.

- Etre redevable envers les bénéficiaires, tout en respectant les principes humanitaires et avant tout le principe de ne pas nuire.



- Les membres du SCPE doivent mettre en place de réponse et de prévention aux violences faites aux enfants, surtout contre les actes d'exploitation et les abus sexuels commis par les acteurs humanitaires, les acteurs de maintien de la paix, les groupes et forces armés et tous autres auteurs de violence.

- Partager les informations concernant leurs activités dans le domaine de protection de l'enfance pour supporter l'analyse et la collecte des problématiques de PE dans le pays.

Le non-respect de ces principes peut en faire raison d'une reconsidération de la participation au SCPE.

### **La coordination du SCPE**

La Coordination du Sous Cluster Protection de l'enfant (SCPE) est assurée par l'UNICEF comme Agence Lead et une organisation non –gouvernementale qui co-facilite la coordination et ceci pour assurer un bon fonctionnement du groupe.

UNICEF en tant que agence cheffe de file doit : (i) Rendre compte au Cluster Protection, à l'Inter Cluster et au Coordinateur Humanitaire des résultats des travaux du SCPE (ii) Assurer le secrétariat du groupe avec l'appui du co-facilitateur. (iii) Assurer l'analyse et le partage de l'information sur la situation protection enfance, les besoins et les actions prises à l'interne comme à l'externe (iv) Organiser des activités conjointes du Sous Cluster (évaluation, initiatives de plaidoyer, renforcement de capacité)

Le Coordinateur et les Co- Coordinateur, participent aux réunions préparatoires convoquées par le cluster Protection, Cluster Education ainsi qu'aux réunions comme l'inter cluster et autres.

Le Sous Cluster Protection de l'Enfant (SCPE) entreprendra toute action jugée nécessaire en coordination avec les Cluster Protection, les Sous-Cluster Violence Basées sur le Genre (SCVBG) et tous autres fora de coordination et de protection pour améliorer la communication, la compréhension et la coordination sur la protection de l'enfance en RCA. La coordination du SCPE en RCA se coordonnera et bénéficiera de l'appui technique du le Global Child Protection Working Group afin d'améliorer la protection de l'enfance en RCA.

Par rapport à la tenue de réunions : Les réunions sont convoquées par la coordination du Sous Cluster une ou deux fois le mois. Elles sont tenues dans le timing requis et sont sanctionnées par un compte rendu qui devra être partagé avec les membres du SCPE.

La coordination du SCPE partage avec les membres du sous-cluster toutes informations considérées d'importance pour garantir le bon fonctionnement du sous-groupe et la participation active des membres ainsi que la coordination met en place des systèmes de participation des membres du sous-groupe dans les discussions de caractère stratégique, tel quel le Groupe Stratégique (en anglais SAG), pour garantir une approche participative dans la prise de décisions stratégiques.

En RCA la coordination Nationale du SCPE est assurée par Unicef( l'agence lead ) et Plan International ( Co-coordonnateur ) qui tous deux y affectent chacun un coordinateur national totalement dédié .

Au niveau régional il y a un Sous Cluster Protection de l'Enfant régional active à Bossangoa et deux groupes de travail protection de l'enfance à Bouar et Bambari.

Le SCPE national s'assure que les outils et les approches entre Sous-Clusters et groupes de travail soient harmonisés et que le partage d'information systématique et qu'il est renforcé.

### **Contacts :**

#### **Bangui**

Francesca Cazzato : Coordinatrice du Sous-Cluster Protection de l'enfance, UNICEF,

E-mail : fcazzato@unicef.org, Tel : +236 70075572





Justin Keseke: Co-Coordinateur du Sous Cluster Protection de l'Enfance Plan International ,

E-mail: <mailto:Jacques.Kachuka@savethechildren.org> [Justin.KASEKE@plan-international.org](mailto:Justin.KASEKE@plan-international.org), Tel: +236 75 26 58 87

KOLABA AMBOTO Max Martial/ Information Management Officer / UNICEF,

E-mail: [mkolabaamboto@unicef.org](mailto:mkolabaamboto@unicef.org), Tel (+236) 70556007/75556090/72506190/

#### **Bossangoa**

Silvere Sylvanus Djamboli Child protection Specialist [ssdjamboli@unicef.org](mailto:ssdjamboli@unicef.org)

#### **Bambari**

Lydie Fermande Wiweli Child protection Specialist [lfwiweli@unicef.org](mailto:lfwiweli@unicef.org), Tel : 70974549

#### **Bouar**

Prosper Semba [psemba@unicef.org](mailto:psemba@unicef.org) 70556093

#### **Kagabandoro**

Alice Nigane [Alice.Nigane@rescue.org](mailto:Alice.Nigane@rescue.org)